



Le choix géopolitique de Biden amorce le chaos de la Troisième Guerre mondiale

Par [Pierre Duval](#)

Mondialisation.ca, 25 octobre 2023

[Observateur continental](#) 23 octobre 2023

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le président américain, Joe Biden, s'est adressé à la nation au sujet de l'aggravation de la crise internationale. Ce n'est pas son premier discours, mais son son trentième devant les Américains et Washington. Ce dernier discours de Joe Biden a peut-être été le plus désespéré de ses deux années à la tête des États-Unis, signifiant l'impasse dans laquelle les Etats-Unis se trouve.

Joe Biden a décidé d'envoyer au Congrès une demande budgétaire urgente pour financer les besoins de sécurité nationale de l'Amérique, «afin de soutenir nos partenaires essentiels, notamment Israël et l'Ukraine». «C'est un investissement intelligent qui rapportera des dividendes pour la sécurité américaine pendant des générations, nous aidera à garder les troupes américaines hors de danger, nous aidera à construire un monde plus sûr, plus pacifique et plus prospère pour nos enfants et petits-enfants», a-t-il [affirmé](#) dans son discours. Sinon, selon lui, il y aura une victoire des «dictateurs et des terroristes» ce qui sapera la position des États-Unis.

«Concernant l'Ukraine, je demande au Congrès de veiller à ce que nous puissions continuer à envoyer à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour se défendre et défendre son pays, sans interruption», a-t-il affirmé dans son message «de paix», martelant: «J'ai dit que je n'enverrais pas de troupes américaines combattre en Ukraine». «Aujourd'hui, les travailleurs américains patriotes construisent l'arsenal de la démocratie et servent la cause de la liberté», a-t-il tenu à stipuler alors que les Etats-Unis soutiennent le conflit en Ukraine au lieu de viser un accord diplomatique pour obtenir la paix. «Nous ne pouvons pas et ne laisserons pas gagner des terroristes comme le Hamas et des tyrans comme Poutine. Je refuse que cela se produise», a-t-il tenu à lancer.

Joe Biden a soutenu la destruction du groupe Hamas dans la bande de Gaza, mais a également conseillé aux Israéliens [d'accorder](#) à l'avenir leur statut d'État à l'Autorité palestinienne. Il a [invité](#) les Israéliens à ne pas tomber dans un état de rage irrationnelle, comme cela est arrivé à beaucoup de personnes aux États-Unis après les attentats terroristes du 11 septembre.

Mais le public vié par Joe Biden n'était pas tant les Américains ou les Israéliens ordinaires que les membres de la classe politique de Washington. Il a qualifié le montant demandé au Congrès de petit investissement pour contre la Russie ou contre les terroristes au Moyen-Orient.

À mesure que le conflit en Israël se développe, les appétits de l'équipe Biden ne font que croître. Initialement, ils prévoyaient d'allouer seulement quelques milliards de dollars

d'assistance militaire supplémentaire. Ce chiffre est ensuite passé à 10 milliards, puis à 50, et [atteint](#) aujourd'hui 105 milliards de dollars.

Les alliés de Biden tentent d'inclure dans ce budget unique des dépenses simultanées pour l'Ukraine, Israël, Taiwan, ainsi que pour la sécurité de la frontière sud des États-Unis. De cette façon, il est possible de parvenir à une sorte de compromis avec les républicains qui ne souhaitent pas donner de l'argent à l'Ukraine, mais voudraient soutenir Israël et lutter contre le flux de migrants illégaux qui prennent d'assaut la frontière américaine.

Cependant, le discours de Biden a immédiatement provoqué une réaction très négative de la part de certains républicains du Congrès. Ils ont accusé Joe Biden d'utiliser cyniquement des enfants israéliens assassinés pour obtenir des fonds supplémentaires pour ses politiques ratées en Ukraine.

En outre, l'ampleur du budget militaire unifié suscite de vifs débats, ainsi que l'impossibilité de procéder à un audit sur la manière dont il sera dépensé et sur le nombre de tranches qui seront prises.

Le déficit américain [est évalué](#) à 1700 milliards de dollars. Les législateurs s'efforcent de réduire au moins d'une manière ou d'une autre les dépenses publiques afin de stabiliser la croissance effrénée de la dette nationale américaine. En effet, aujourd'hui, dans un contexte de hausse des taux directeurs, il devient de plus en plus difficile d'en assurer le service.

Mais la principale pierre d'achoppement reste la crise administrative prolongée au Congrès, avec l'incapacité d'élire un nouveau président. Le premier candidat au poste de président, le chef de la majorité républicaine Steve Scalise, n'a pas réussi à obtenir suffisamment de voix et a rapidement abandonné la course. Le même cas concerne Jim Jordan, un représentant de l'aile droite des Républicains.

Les législateurs sont prêts à accorder des pouvoirs supplémentaires à l'actuel président intérimaire Patrick McHenry. Il a uniquement le droit de s'occuper de l'élection du président permanent. Mais, si des privilèges spéciaux sont accordés, Patrick McHenry peut, par exemple, adopter des lois.

Dans ce cas, Patrick McHenry restera président jusqu'en janvier et les budgets demandés par Joe Biden seront approuvés. Et en janvier, les républicains devront attendre de nouvelles élections pour le président - mais ils gagneront trois mois.

Un nouveau candidat s'est immédiatement présenté aux élections de janvier: Jack Bergman, général des Marines US à la retraite et désormais l'un des dirigeants du Comité des services armés du Congrès. Il représente les faucons républicains et tente de se positionner comme un candidat anti-crise sur fond de conflits internationaux.

Certains républicains ont immédiatement refusé d'envisager toute possibilité de négociations avec les démocrates. Ils ont peur de former un «gouvernement de coalition» sous les auspices de Biden car cela les menacerait de problèmes lors des élections de l'année prochaine. Il est donc loin d'être certain qu'un tel scénario se réalise.

Aussi, la situation concernant l'attribution de l'aide à Israël et à l'Ukraine est toujours en suspens. Et, le Pentagone doit déjà rediriger des dizaines de milliers d'obus de 155 mm, en grave pénurie, de l'Ukraine vers Israël. Et Washington s'attend à de plus en plus de compromis de ce type - après tout, il sera extrêmement difficile pour les États-Unis de

mener simultanément deux guerres par procuration.

Le Congrès finira par allouer une sorte de budget aux tranches militaires, même si la situation pourrait s'éterniser. Les législateurs ont jusqu'à la mi-novembre: si les différends budgétaires ne sont pas résolus d'ici là, l'Amérique sera confrontée à un nouveau shutdown, c'est-à-dire à une suspension du travail gouvernemental.

On peut toujours imprimer de l'argent, mais on ne peut pas en dire autant des ressources militaires du Pentagone qui ont déjà été assez épuisées au cours d'un an et demi de conflit en Ukraine. Il ne reste plus assez de missiles et d'obus et le processus d'augmentation de la production d'armes s'éternise pendant des années. Il ne faut pas s'attendre à des résultats sérieux en termes d'augmentation de la production américaine de munitions avant 2025.

La situation est également aggravée par la division à Washington. Alors que les républicains sont engagés dans des batailles autour de la position du président, les démocrates sont en conflit les uns avec les autres sur le soutien à Israël.

Pierre Duval

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Pierre Duval](#), [Observateur continental](#), 2023

Articles Par : [Pierre Duval](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca